

**Onze ans après le Rana Plaza :  
des usines plus sûres mais  
les causes du drame persistent**



24 avril 2024

## En mémoire du Rana Plaza

En ce jour, nos pensées accompagnent les personnes ayant perdu des proches dans ce drame et les travailleurs et travailleuses, par milliers, qui l'ont vécu. Nous nous tenons dans la solidarité avec nos frères et nos sœurs ouvriers et ouvrières ainsi que leurs syndicats qui restent dignes malgré la répression et la terreur. Auprès de la "Clean Clothes Campaign", des fédérations syndicales internationales et de nos partenaires en France, nous persévérerons dans notre combat pour que l'industrie du textile place la dignité des travailleuses et des travailleurs au cœur de ses préoccupations.

La tendance doit et sera renversée. Ce sont les personnes qu'il faut protéger et non les industries.

Le 24 avril 2024 marquera le 11ème anniversaire de la pire tragédie de l'histoire de l'industrie de l'habillement : l'effondrement du bâtiment du Rana Plaza qui a emporté la vie d'au moins 1 138 personnes en 2013. Quelles en étaient les causes ? Des marques ayant sciemment ignoré les conditions de travail dangereuses dans les usines, les salaires de misère ne permettant pas de vivre dans la dignité, et sans doute plus que tout, les entraves à la liberté des travailleurs et travailleuses de s'organiser collectivement. Bien que des avancées considérables aient été réalisées depuis 2013, les marques ne sont toujours pas au rendez-vous pour assurer une vie digne aux travailleurs et surtout aux travailleuses, majoritaires dans cette industrie.



*Clean Clothes Campaign, pas de date*

Le bâtiment du Rana Plaza, abritant cinq usines de vêtements, s'est effondré le matin du 24 avril 2013. La veille, il avait été évacué après que des travailleur·se·s aient signalé la présence de fissures dans les murs. Alors que les banques et commerces du rez-de-chaussée ont été évacués ce jour-là, les propriétaires d'usines ont contraint les travailleur·se·s à retourner aux ateliers avec la menace de licenciement et de retenue de salaire pour toute personne invoquant les risques de sécurité. Sans organisation syndicale pour unir leurs voix et porter collectivement leurs revendications, la plupart d'entre elles ont repris leurs postes de travail ce jour-là.

### **Le drame du Rana Plaza était à la fois prévisible et évitable.**

Les marques étaient informées des risques inhérents aux usines à plusieurs étages mais elles ont refusé d'agir. Elles savaient la pression implicite imposée par les bas salaires, qui limitent drastiquement les choix et la mobilité des travailleur·se·s. Elles ne pouvaient pas non plus ignorer que les entraves aux libertés syndicales les exposaient à de dangereux risques.

### **DES USINES PLUS SÛRES**

La question de la sécurité dans les usines de production de textile ne date pas du Rana Plaza. Depuis des dizaines d'années, les syndicats et les collectifs de défense des droits humains, en particulier au travail, soulèvent ces enjeux et militent en faveur d'un accord contraignant pour imposer la sécurité dans les usines du pays. Des années de mobilisation et de campagne auprès des plus grandes marques n'ont pas suffi : seules deux d'entre elles avaient signé l'accord avant 2013. Les autres se contentaient, dans le meilleur des cas, des mécanismes d'audit habituels, ceux-là même qui ont échoué à anticiper et prévenir l'effondrement du Rana Plaza. En mai 2013, à peine trois semaines après le drame, un premier groupe de marques a signé l'Accord international sur la santé et la sécurité dans l'industrie du textile et de l'habillement, baptisé depuis l'Accord Bangladesh.

Cet accord entre des syndicats et des marques est la raison principale pour laquelle le Bangladesh n'a plus connu de tels drames depuis 2013.

**L'Accord a introduit des mesures simples telles que l'installation d'équipements anti-incendie ou la suppression des verrous de portes. Il a également imposé la rénovation à grande échelle des bâtiments structurellement dangereux, dont certains menaçaient de s'effondrer depuis des années. Enfin, il a permis à des milliers de travailleurs et de travailleuses de se former aux enjeux de sécurité et a mis en place un mécanisme d'alerte accessible à toutes les personnes des usines concernées.**



*Clean Clothes Campaign, pas de date*

L'importance de l'Accord est reconnue par les 200 marques ayant signé les différentes moutures qui ont suivi depuis 2013, comme H&M, Uniqlo, Inditex (Zara) ou encore PVH (Calvin Klein). Pourtant, d'autres grandes marques manquent à l'appel en se cachant derrière des auto-contrôles, des audits et des initiatives dirigées par l'industrie sans contribution syndicale. C'est le cas de Levi's, IKEA, Decathlon, Auchan, ou encore Kiabi.

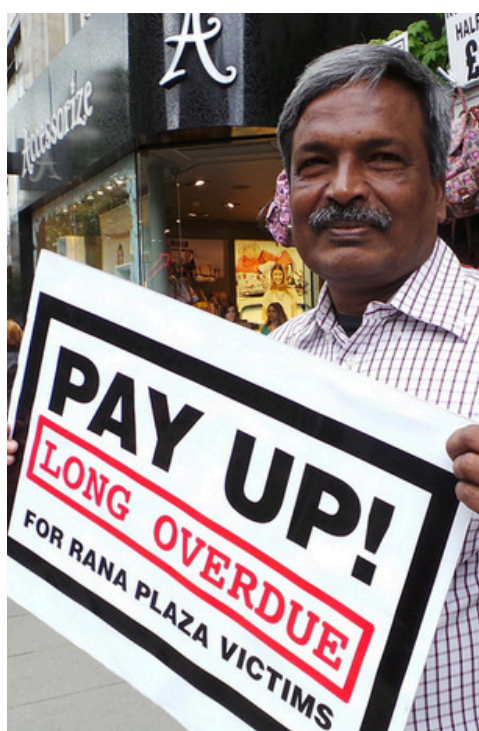


Amin Amirul Haque, président de la Fédération nationale des travailleurs et des travailleuses du vêtement (NGWF), témoigne : "Le refus de marques comme Levi's et IKEA de signer l'Accord signifie qu'elles mettent délibérément en péril la vie de leurs ouvrier·ère·s pour la production de leurs vêtements et tissus. Ces entreprises continuent de se fier aux mêmes systèmes dirigés par les entreprises qui ont échoué à prévenir l'effondrement du Rana Plaza. C'est une honte absolue, tout comme il est absolument honteux qu'il y ait une douzaine de marques qui fabriquaient leurs produits dans les usines du Rana Plaza et qui n'ont, à ce jour, jamais versé de compensation aux familles des 1 138 travailleur·se·s tué·e·s et des plus de 2 500 blessé·e·s. C'est plus que honteux, c'est un double crime : elles sont coupables à la fois de mort par négligence et d'avoir laissé les familles affectées sans compensation."

D'autre part, l'Accord n'inspecte et ne couvre que le dernier niveau de la production de vêtements. Cela signifie que les ouvriers et ouvrières plus en aval dans les chaînes d'approvisionnement des marques signataires risquent leur vie, par manque de mesure de sécurité. C'est le cas par exemple dans les usines de filature ou dans les teintureries. Il est important que les marques signataires de l'Accord prennent des mesures pour garantir que ces installations soient également placées sous la supervision de l'Accord.

Depuis 2022, l'Accord a été étendu au Pakistan. Les organisations se mobilisent pour que celui-ci soit appliqué dans tous les pays producteurs de textile.

## DES SALAIRES DE MISÈRE



TUC, 2020

Le drame du Rana Plaza n'est pas uniquement lié à la sécurité du bâtiment et de ses installations.

Si les ouvriers et ouvrières se sont senti-e-s obligé-e-s de travailler ce jour-là alors mêmes qu'ils et elles craignaient pour leur vie, c'est que les employeur-se-s menaçaient de leur retirer une journée de salaire. Dans l'industrie du textile, les salaires sont indignes, ils ne permettent pas de vivre décemment, contraignent à contracter de multiples dettes et tiennent les travailleurs et travailleuses sous le joug de la cupidité des patrons d'usines et des multinationales.

Les augmentations négligeables des rémunérations minimums en 2013, 2018 et 2023 ont maintenu les salaires à des niveaux de misère. Si l'on ajoute à cela l'inflation galopante, la capacité des personnes à se sustenter et à mettre à l'abri leur famille s'en est trouvée réduite à peau de chagrin. Le processus de révision salariale hautement antidémocratique de 2023 a abouti à un nouveau salaire minimum de 12 500 BDT (106 euros) par mois, soit à peine plus de la moitié de ce que les syndicats revendiquaient en se basant sur l'index du coût de la vie. Ce montant ne représente même pas la moitié du salaire décent pour vivre.

Au cours de ce processus de révision du salaire minimum, en 2023, les syndicats et les organisations de défense des droits du travail ont contacté à plusieurs reprises les marques pour les exhorter à soutenir les demandes des travailleur·se·s et augmenter les prix d'achat auprès de leurs usines fournisseuses. Pourtant les marques, qui ont le pouvoir d'imposer les prix et les conditions du marché, s'en sont tenues à des réponses vagues, sans engagements. Lorsque le salaire minimum a été fixé, des marques comme H&M ont, dans un effet d'annonce classique de l'industrie et du capitalisme, indiqué intégrer la nouvelle grille de misère à leur politique de prix. Elles ont alors reçu les louanges des médias pour avoir fait... le strict minimum.

La pression exercée par les marques sur les prix du marché ne permet pas à l'industrie d'envisager de rémunérer dignement les personnes. Pire encore, il semble que cette pression affecte jusqu'à l'application effective de la récente révision salariale. Plusieurs usines fournissant de grandes marques internationales ne parviennent pas à mettre en œuvre la nouvelle grille, faute de moyens. Les travailleur·se·s ne perçoivent même pas le salaire de misère auquel ils et elles ont légalement droit !

Babul Akhter, secrétaire général de la Fédération des travailleurs et des travailleuses du vêtement et de l'industrie du Bangladesh (BGIWF), constate : "Le nouveau salaire minimum est un peu plus de la moitié de ce que les syndicats demandaient lors du processus de fixation des salaires. Cette demande était basée sur des calculs de base du coût de la vie mais elle est encore loin d'un vrai salaire décent qui pourrait soutenir correctement une famille. Le nouveau salaire minimum maintient les travailleurs et travailleuses au bord de la misère pour les cinq prochaines années."

## **LIBERTÉ D'ASSOCIATION**

Les travailleur·se·s ne se sont pas tu·e·s alors qu'une révision salariale entrait en négociation par un processus qui excluait leurs voix. En octobre 2023, après une énième provocation de l'Association des employeurs (BGMEA) qui soumettait une proposition de salaire absolument dérisoire, les ouvriers et ouvrières ont répondu en prenant la rue dans une lutte exemplaire et historique qu'ActionAid France a soutenue.

Pour protéger les intérêts de l'industrie, la police, l'armée et des unités spéciales ont été déployées pour réprimer le mouvement social. Les employeur·se·s n'ont pas protégé les ouvrier·ère·s du risque clair de violence mortelle. Au contraire, alors que les tensions s'aggravaient, beaucoup ont fermé leurs usines et ont fait le choix de mettre leurs salarié·e·s à la rue, sans préavis ni assistance en les exposant à un danger de mort. Quatre personnes ont été tuées. Les ouvrier·ère·s, y compris celles et ceux qui n'avaient pas pour intention de manifester, ont été confronté·e·s à une répression extrêmement violente et à un usage arbitraire de la force. Des centaines de personnes ont été blessées.

Les quatre travailleurs et travailleuse décédé·e·s (Rasel Howlader, 26 ans, Jalal Uddin, 40 ans, Anjuara Khatun, 23 ans, et Imran Hossain, 32 ans) ont travaillé pour des marques internationales telles que H&M, Zara ou encore C&A. Les décès dans les chaînes d'approvisionnement témoignent d'une grave défaillance du devoir de vigilance des entreprises et interrogent sur le développement économique et social que le travail dans l'industrie mondialisée est censé entraîner. La violence de l'appareil d'Etat dans la répression des mouvements sociaux n'est pas chose nouvelle. Au contraire, l'usage de la force est prémédité et sert un but : étouffer les demandes de la rue et protéger les intérêts des milliardaires de l'industrie. En 2018 déjà, en marge des révisions salariales quinquennales, la mort tragique de Sumon Mia, un travailleur du textile assassiné par la police, aurait dû alerter les marques, qui n'ont pris aucune mesure en amont du processus de négociations pour éviter qu'une telle tragédie se reproduise. D'autre part, malgré les mécanismes de compensation largement admis après l'effondrement du Rana Plaza (basés sur la Convention 121 de l'OIT), les multinationales concernées ont refusé de fournir une indemnisation aux familles des victimes décédées.

On notera néanmoins, qu'en dépit du bon sens et des multiples appels des organisations, les propriétaires d'usine ont multiplié les dépôts de plainte sur des bases fallacieuses à l'encontre des travailleurs et des travailleuses – en particulier syndiqué·e·s, ce qui a conduit à des centaines de condamnations, d'arrestations et de détentions arbitraires. La grande majorité de ces accusations concernant des "travailleur·se·s non identifié·e·s", la menace judiciaire pèse désormais sur tout le monde, toute personne refusant l'ordre établi ou manifestant un tant soit peu une opposition face à l'exploitation. Plusieurs représentants et représentantes syndicales en ont fait les frais.

Les organisations de défense des droits du travail ont enjoint les grandes marques internationales dont les chaînes d'approvisionnement comprennent des usines ayant déposé de telles plaintes à user de leur influence pour faire retirer les accusations. Bien que cela ait conduit au retrait de plusieurs plaintes, la plupart des marques ont ignoré notre appel. En France, ActionAid a écrit à Carrefour, Kiabi et Decathlon, sans réponse.

Rashadul Alam Raju, secrétaire général de la Fédération syndicale indépendante des travailleurs et travailleuses du vêtement du Bangladesh (BIGUF), explique : "Les plaintes à l'encontre des travailleurs et travailleuses non identifiés instillent la terreur parmi les travailleur·se·s et les organisateur·rice·s, car n'importe qui peut désormais être identifié comme coupable dans une affaire. Plusieurs organisateur·rice·s syndicaux·ale·s, y compris dans mon syndicat, ont passé du temps en prison pour un crime présumé qui s'est produit alors qu'ils ou elles se trouvaient à l'autre bout de la ville. Des marques comme H&M, Zara et Next doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour garantir que ces plaintes soient retirées."

Les plaintes comme arme de dissuasion massive sont particulièrement graves car elles ont pour conséquence de réduire à néant la syndicalisation au Bangladesh. Malgré quelques améliorations dans les années qui ont suivi l'effondrement du Rana Plaza, il est toujours extrêmement laborieux de monter un syndicat dans le pays. La violence et le harcèlement contre les organisateur·rice·s sont courants. En juin 2023, Shahidul Islam, organisateur de la Fédération des travailleurs du vêtement et de l'industrie du Bangladesh, a été battu à mort après avoir quitté des négociations sur les salaires avec l'usine Prince Jacquard Sweater. Plus tôt cette année, deux organisateurs de la Fédération des travailleurs du vêtement d'Akota ont été attaqués et hospitalisés après avoir quitté une usine qu'ils essayaient d'organiser.

## **UNE DIRECTIVE EUROPÉENNE**

L'onde de choc Rana Plaza a été un "déclat" pour les citoyen·ne·s du monde et ouvert les yeux des responsables politiques sur la nécessité de légiférer sur l'impact négatif des activités des multinationales en matière de droits humains.

Depuis plusieurs années, nous militons en France, en Europe et dans le monde pour imposer des lois contraignantes qui permettent de réguler les activités dans les chaînes d'approvisionnement mondialisées et pour que les multinationales ne puissent plus échapper à leurs responsabilités. En 2017, la loi française relative au devoir de vigilance des sociétés mères et entreprises donneuses d'ordre a été adoptée, suivie notamment par une loi similaire en Allemagne en 2023.

Exactement onze ans après l'effondrement du Rana Plaza, tous les regards se tournent vers le Parlement européen, appelé à adopter la directive européenne sur le devoir de vigilance. A cette occasion, ActionAid France rappelle que la vie des travailleurs et des travailleuses n'est pas une marchandise, qu'elle n'est pas jetable.



Sigurd Jorde, FIVH, 2018



ActionAid France est partenaire de la "Clean Clothes Campaign"  
(campagne mondiale pour des vêtements produits dans de bonnes conditions).

Rédaction : Salma Lamqaddam  
Relecture : Mehdi Achour

Contact presse: Salma Lamqaddam, 06 25 87 25 72  
salma.lamqaddam@actionaid.org

#### **ActionAid France**

**Relations avec la presse et siège social :**  
47, avenue Pasteur 93 100 Montreuil  
01 48 58 21 85

**Relations avec les membres et donateurs :**  
10 quai de Richemont 35 000 Rennes  
02 99 30 60 53